



**Collectif d'Associations de Protection de la Nature et des Usagers de la Baie d'Aigues Mortes (15 associations)
7 Avenue J. Lasserre Le Cabestan 30240 Port Camargue fonde**

www.capnubam.org

Tél. Président 06 19 71 33 94

APGRT Association des propriétaires et résidents du Grand Travers, **ARP** Amis et Riverains du Ponant, **ACE** Association Carnon-Environnement, **ACP** Aviron Club du Ponant **ACQV** Association Carnon Qualité de Vie **AAN** Association Aigues Navales **ALPC²** Association Libre des Propriétaires et Copropriétaires de Port Camargue, **ASPPC** Association Sportive des Plaisanciers de Port Camargue, **APPGM** Association des Plaisanciers du Port de La Grande Motte, **APGRT** Association des Propriétaires et Résidents du Grand Travers, **CLE** Camargue Littorale Environnement, **CDHESSM** Comité Départemental Hérault Sports et Sports sous-marins, **LLRSN** Ligue Languedoc-Roussillon de Ski Nautique, **LUR** Ligue Urbaine et Rurale section Languedoc-Roussillon, **ODAM** Observatoire des déchets de l'Agglomération de Montpellier, **PTC** Pyramide Thon Club de La Grande Motte, **UNAN-Golfe du Lion** Union Nationale des Associations de navigateurs du Golfe du Lion.



Amis et Riverains du Ponant

BP 54 34280 LA GRANDE MOTTE

Courriel amisetrivierainsduponant@orange.fr

Enregistrée le 28 août 1984 en Préfecture de l'Hérault Association des Riverains du Ponant, devenue Amis et Riverains du Ponant le 25 août 1998 enregistrement au J.O. du 12 septembre 1998.

Projet d'extension de la station d'épuration de La Grande Motte et de ses ouvrages annexes sous maîtrise d'ouvrage du SIVOM de l'Etang de l'Or

*Etude SAFEGE Ingénieurs Conseils, MDR Architectes, Gaxieu Ingénierie
Dossier de demande d'autorisation au titre des articles L-214-1 et suivants du Code de l'Environnement
soumis à enquête d'utilité publique en octobre 2010*

Commentaires du Collectif CAPNUBAM et de l'Association des Amis et Riverains du Ponant

Document déposé le 15 octobre 2010

Cadrage du projet

Avec un parc immobilier de 21.000 logements pour une capacité d'accueil de 93.000 personnes, la ville de La Grande Motte requiert des équipements modernes et performants de traitement de ses eaux usées.

En tant que ville balnéaire posée sur un fragile espace côtier, elle est soumise à de nombreuses contraintes :

- variation saisonnière de population induisant des écarts de 2.000 à 17.000m³/j de volume d'eaux usées en entrée de station d'épuration (STEP)
- augmentation attendue de population du fait des changements de vocation d'habitat
- risques d'intrusions d'eaux accidentelles dans le réseau séparatif lors des épisodes pluviaux cévenols ou lors des tempêtes marines (configuration de polder avec stations de ressuyage)
- obligations de se conformer aux nouvelles directives sur les eaux de baignade
- contraintes de la loi sur l'eau, et de la directive cadre européenne DCE 2015-2027, inscrite dans les objectifs du SDAGE 2010 – 2015 (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestions des Eaux)
- proximité d'aires naturelles lagunaires et marines classées en Zone de Protection Spéciale
- exposition des espaces verts et zones lagunaires adjacentes à de longues périodes de sécheresse
- classement de la ville au patrimoine national en tant que station balnéaire du 21^{ème} siècle.

L'ensemble de ces données a orienté les concepteurs vers le choix d'un ouvrage alliant souplesse et performance. Le procédé « boues activées avec épuration membranaire » a été retenu pour répondre à toutes ces contraintes. Il va permettre de traiter l'azote, le phosphore et les micro-organismes fécaux de façon très poussée. L'eau en sortie d'ouvrage reprendra le statut « eau de baignade d'excellente qualité ». Sur le plan architectural une installation compacte en HQE (haute qualité environnementale) garantira le respect du site (2 ha) et son intégration paysagère. Les précautions sont prises pour éviter les nuisances olfactives et les dispersions d'aérosols.

En appui à cet ouvrage est programmé la modernisation du réseau séparatif des eaux usées, ainsi que la réhabilitation des 4 postes urbains de relevage et refoulement, la création de 4 déversoirs d'orages adossés à ces postes de refoulement pour les débordements dans le réseau pluvial. Des automates de commande des pompes, de télésurveillance et de télégestion de ces réseaux sont prévus. L'effluent en sortie de STEP sera évacué par la conduite rejetant dans le canal du Rhône à Sète, laquelle fera l'objet elle aussi d'une requalification. Le volume collecté d'eaux usées augmentera progressivement pour atteindre 1,8 million de m³/an en 2030 dont 28.000m³ d'eau de pluie parasite.

Les travaux de construction (impliquant démolition/substitution de l'ancienne STEP), vont durer 2ans pour un coût de 17.780 k€HT, dont 16.455k€HT en génie civil et équipements, 807 k€HT en réhabilitation des postes de relevage et de la conduite de refoulement, et 517k€HT d'aléas. Les dépenses de fonctionnement et d'entretien du dispositif sont évaluées à 370.000 € HT/an.

Nos associations prennent acte de l'effort de réflexion engagé depuis 2005 par la commission « Eau § Assainissement » du SIVOM de l'Etang de l'Or, qui a fait aboutir ce projet-phare du Schéma d'Assainissement des Eaux usées de la Communauté de Communes du Pays de l'Or. Le dossier technique de demande d'autorisation de mise en chantier du projet de La Grande Motte présenté par la maîtrise d'ouvrage est complété d'une étude d'impact annexe. Il a été déposé en mairie de La Grande Motte dans le cadre réglementaire de la consultation publique préalable. A ce document a été joint un courrier de l'autorité environnementale à savoir la DREAL-LR (Direction Régionale de l'Aménagement et du Logement, service *Biodiversité-Eau-Paysages*, unité *Qualité des Eaux Littorales*) qui émet un avis sur la pertinence du projet par rapport aux objectifs de protection et de réhabilitation des milieux aquatiques.

Enfin pour être complet, précisons qu'en parallèle le SIVOM de l'Etang de l'Or avait bouclé quelque temps auparavant une étude de *Schéma Directeur d'Assainissement du Pluvial*. Cette dernière proposait aux communes un chiffrage de travaux visant à moderniser le réseau séparatif des eaux pluviales afin d'éviter les débordements d'orages, et leurs éventuelles intrusions dans le réseau d'eaux usées. Ainsi le programme de travaux, à la charge de la commune de La Grande Motte, porte sur un montant avoisinant 6.000k€HT. Il consiste principalement à conforter ou créer des postes de relevage des eaux pluviales selon un échancier courant jusqu'en 2018. Il va se soi que les objectifs de ce programme contribueront au bon fonctionnement de la nouvelle structure de traitement des eaux usées. A titre d'exemple lors de périodes orageuses particulièrement intenses (exemple pluie du 22 . 09. 2003) le volume en entrée de la station d'épuration de La Grande Motte a dépassé un pic de 90.000m3/j. Si de tels épisodes contribuent au curage des réseaux, ils n'en provoquent pas moins d'importantes charges polluantes by-passées dans le milieu récepteur.

Dans ce qui suit nous discuterons de la cohérence des choix proposés dans le projet *d'extension de la station d'épuration de La Grande Motte et de ses ouvrages annexes*, au regard de notre expérience vécue en tant qu'association de défense de notre patrimoine urbain et littoral, et soumettrons nos requêtes auprès de Mr Subra Commissaire Enquêteur.

Contexte des remarques de nos associations

Les remarques qui sont formulées dans le présent document émanent d'une réflexion conduite lors de nos conseils d'administrations respectifs. Ces derniers ont mandaté l'un de nos représentants Bernard Aubert pour rencontrer le Commissaire Enquêteur par deux fois en Mairie de La Grande Motte. CAPNUBAM fondé en février 2006 regroupe plus de 10.000 usagers de l'espace laguno-marin de la Baie d'Aigues-Mortes. Ses statuts gravitent autour de la préservation des milieux aquatiques lesquels constituent le pilier d'une prospérité durable de notre espace côtier. Parmi ces associations figure les Amis et Riverains du Ponant, association des quartiers Nord et Est de La Grande Motte qui anime au sein de CAPNUBAM la commission « salubrité et fonctionnement des milieux aquatiques ». L'ARP qui compte 1400 adhérents, veille depuis 27 ans sur la qualité du cadre de vie (risques inondations, érosion, et qualité des eaux de baignade et de plaisance). Depuis une quinzaine d'années l'ARP finance sur fonds propres des survols pour constituer un fichier de prises de vues aériennes dont un bon nombre ont été obtenues en période de crues.

Nos associations sont apolitiques et s'inscrivent dans une dynamique de dialogue et de collaboration avec les acteurs territoriaux : représentants de l'Etat, associations et des élus. Elles tentent de canaliser et faire émerger les nombreuses observations et perceptions de nos usagers et membres qui pour la plupart observent et mémorisent journallement nos espaces de vie.

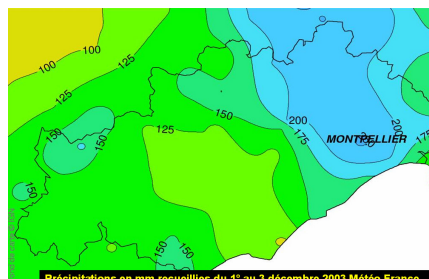
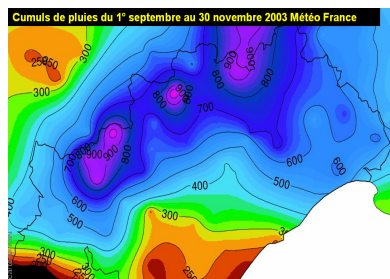
Concernant le projet *d'extension de la station d'épuration de La Grande Motte et de ses ouvrages annexes*, trois types de remarques sont formulés, elles concernent :

- le choix du niveau altimétrique pour la construction de l'ouvrage principal,
- l'impact du rejet sur l'environnement lagunaire,
- la cohérence du projet par rapport aux exigences réglementaires sur l'eau

Le choix du niveau altimétrique de l'ouvrage principal

Le site de l'ancienne STEP qui va servir de cadre au nouvel ouvrage se trouve en zone inondable. C'est une contrainte non seulement pour le bon fonctionnement des réseaux comme évoqué ci-dessus, mais aussi pour la logistique de la nouvelle installation.

La maîtrise d'ouvrage, assistée par les ingénieurs conseils et architectes, fait bien référence aux pluies d'orage des cinq dernières années. Toutefois il est surprenant qu'elle ne mentionne pas les inondations de décembre 2003 qui ont affecté La Grande Motte pendant plus d'une dizaine de jours entre les 2 et 14 décembre. Grâce aux campagnes de photographie aérienne, recoupées avec les observations de terrain et les données de Météo France, l'ARP a pu établir un diagnostic de ces inondations.



Une pluviométrie exceptionnelle a marqué la période du 1^{er} septembre au 30 novembre, suivie de précipitations importantes entre le 1^{er} et le 3 décembre. Ces pluies d'orage ont entraîné une importante surcote de l'étang de l'Or laquelle

Fig.1 Cumul précipitations automne 2003 Fi.2 Cumul précipitations 1^{er} et 2 décembre 2003

s'est répercutée sur le canal du Rhône à Sète (5 connexions avec l'étang), provoquant des débordements vers la zone urbaine de La Grande Motte, à divers points bas du chemin de halage. Ces entrées d'eau affectant les quartiers Nord de La Grande Motte provenaient d'au moins quatre points bas du chemin de halage dont les niveaux NGF ne sont qu'à + 0,74m. L'épisode de surverse s'est maintenu pendant toute la période de vidange de l'étang de l'Or soit une dizaine de jours. Les quartiers N et N-E de La Grande Motte ne disposaient pas de capacité de pompage suffisante pour résorber cette inondation qui a sévit pendant de 10 jours jusqu'au centre de La Grande Motte (Grande Pyramide et Parc du Cosmos).



Fig.3 Points de Surverses du Canal (en jaune) Cliché ARP 5-12-2003



Fig 4 Aspect des inondations Cliché ARP 5-12-2003



Fig 5 Autres aspect des inondations Cliché ARP 5-12-2003

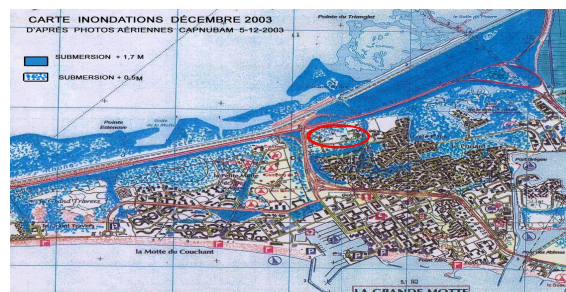


Fig 6 Reconstitution cartographique des inondations ARP 5-12-2003

Des évènements analogues, bien que de moindre intensité mais touchant gravement les quartiers N-E, avait été signalés en octobre 1987 et janvier 1988 par R. Ringuelet, ingénieur du génie rural membre du Conseil Municipal de La Grande Motte. La commune avait alors diligenté une étude confiée au BCEOM (actuel Egis –Eau), lequel publia en janvier 1990 un document intitulé *Assainissement Pluvial de la Zone du Golf*. Il en résulta une analyse très pertinente accompagnée de recommandations en matière d'ouvrage de protection contre les débordements du canal, mais ces dernières ne furent que partiellement mises en oeuvre. La situation est allée en empirant en automne 1994 et hiver 1997, jusqu'à atteindre un paroxysme en décembre 2003.

Concernant ce dernier épisode l'ARP a remis le 1^{er} mars 2004 aux élus de La Grande Motte, un document de *Diagnostic Général et Propositions* insistant sur l'urgence qu'il y avait à mettre en place un ouvrage simple et peu coûteux de protection. Cette proposition n'a pas été approfondie dans l'étude de *Schéma Directeur d'Assainissement du Pluvial* bouclée par le SIVOM de l'Etang de l'Or en 2008. Elle n'apparaît pas non plus dans le présent projet *d'extension de la station d'épuration de La Grande Motte et de ses ouvrages annexes*, où aucune mention des inondations de décembre 2003 n'apparaît alors même qu'elles avaient occasionné un classement de la commune en catastrophe naturelle, et qu'il est impossible qu'elles n'aient pas entravé le bon fonctionnement du réseau des eaux usées. Aujourd'hui ce dossier garde toute son actualité au moment où d'importants travaux de réaménagement du Canal du Rhône à Sète viennent de commencer. Nos associations se sont mobilisées auprès des collectivités et des élus pour que ce dossier « débordements » ne soit pas systématiquement esquivé comme il l'est une fois de plus dans le projet *d'extension de la station d'épuration de La Grande Motte*.

Plus généralement, l'opinion des météorologues est qu'une conjonction de forte tempête marine (du type de celle de décembre 1982), et de précipitations intenses comme celles de décembre 2003 est parfaitement plausible, générant alors une surcote moyenne supérieure à celles que nous avons connues puisque dépassant + 2 m NGF. Elles pourraient même devenir répétitive dans les années à venir avec les changements climatiques annoncés.

En conclusion nos associations, compte tenu de la situation du périmètre de La Grande Motte à faible altimétrie entre mer et étangs, demandent un diagnostic plus poussé des paramètres « assainissement pluvial » et fonctionnalité des réseaux d'eaux usées. L'altitude de + 1,4 m NGF pour les planchers des bâtiments techniques et de curage leur paraît insuffisante, de même que celle de + 1,9 m NGF pour le bâtiment regroupant l'ensemble des surpresseurs, pompes membranes, local électrique, poste de transformation et groupe électrogène. En tout état de cause ce choix leur paraît manquer de prévoyance, et surtout de cohérence par rapport aux nécessaires implications d'un assainissement pluvial à recadrer (cf le chapitre « risques de submersion page 157).

Impact du rejet sur l'environnement lagunaire

Les niveaux de rejets de la future STEP vont devenir sensiblement plus performants puisqu'ils vont atteindre des niveaux inférieurs aux seuils réglementaires actuels notamment pour l'azote et le phosphore. Par ailleurs comme on l'a évoqué, l'abattement en micro-organismes d'origine fécale aboutira à des concentrations inférieures à 250 E.coli/100ml.

Mais le fait que la qualité de l'effluent rejoigne celui d'une eau de baignade ne justifie aucunement de s'affranchir du suivi de son impact dans un milieu récepteur lequel est classé en Zone Spéciale de Protection de la biodiversité (zone Natura 2000 pour laquelle la France a pris des engagements vis à vis de l'Europe). Autrement dit bien qu'à des taux plus faibles certes, l'impact résiduel du rejet perdurera,

néanmoins comme le fait remarquer le courrier de l'autorité environnementale DREAL-LR annexé au dossier.

Par exemple si la décharge de macro-polluants dans le milieu récepteur va être réduite respectivement de 40 et 60% pour l'azote et le phosphore, ce gain ne permettra pas de faire gagner à court terme un point de qualité pour l'étang de l'Or caractérisé par un fort niveau de dégradation. Mais cela ira dans le bon sens.

En revanche les micro-polluants ou les polluants émergents notamment ceux appartenant à la classe des liposolubles qui ont la faculté d'être bio-accumulables dans les chaînes trophiques, requièrent plus d'attention que par le passé. La plupart n'ont pas encore de statut réglementaire : antibiotiques, stéroïdes, oestrogènes, bêta-bloquants, hormones, détergents, produits phytosanitaires, cosmétiques... connus ou suspectés d'être des perturbateurs endocriniens. Ces molécules traversent le processus physico-chimique des stations d'épuration sans être dégradés, et peuvent même passer au travers des membranes d'ultra-filtration. Rejetés dans la nature ils sont capables de compromettre gravement la biodiversité des milieux aquatiques.

L'analyse et l'interception des polluants émergents s'inscrivent dans une démarche de plus grande efficacité du traitement des eaux usées par affinage des procédés d'épuration. Elles rejoignent les Orientations Fondamentales (OR) du SDAGE Rhône Méditerranée Corse, notamment l'OR N°6 préconisant la remise en état des zones humides existantes avec éventuelle phyto-épuration pour le maintien de réservoirs biologiques. Ce type d'objectif prend plus d'importance encore lorsqu'il s'agit de Zones de Protection Spéciale. Or nous n'avons trouvé aucune mention de ces problèmes dans le budget d'étude d'impact lequel nous paraît notoirement insuffisant. Par ailleurs l'impact sur la salinisation demeure pour un espace historique du patrimoine grand-mottois, celui du Délaié d'Etang des Cabannes du Roc. Cet espace doit être maintenu à l'abri des surverses préjudiciables à l'espace urbain comme nous venons de le mentionner plus haut, mais en contrepartie il doit recevoir des eaux douces en période estivale pour éviter sa salinisation. De plus il constitue un milieu idéal pour réduire la charge de polluants émergents par affinage phyto-épuration. Ce délaissé d'étang porte tristement son nom puisqu'il est totalement oublié dans le dossier.

Cohérence du projet par rapport aux exigences réglementaires sur l'eau

Le coût de la nouvelle installation d'épuration membranaire proposé pour La Grande Motte est globalement le double de celui d'un équipement à performance conventionnelle. Aussi dès l'origine du projet les élus siégeant à la commission « Eau § Assainissement » du SIVOM de l'Etang de l'Or, avaient considéré que cet effort financier se justifiait par le fait qu'il devenait possible grâce à la qualité de la filtration membranaire, laquelle ouvrait des opportunités de valoriser de l'effluent

- en reconstituant des zones humides (Délaié des Cabanes du Roc hébergeant un patrimoine éolien du 18^e siècle dont le rôle était de gérer le niveau piézométrique des casiers de roselières).
- en utilisant une proportion notable du volume d'effluent pour l'irrigation des espaces verts urbains de La Grande Motte et de son parcours de golf.

La valorisation de l'effluent trouve sa justification par la courte distance séparant l'usine d'épuration des zones potentielles réceptrices, de comme l'indique la figure 7.

Cette stratégie alliant écologie et économie avait été clairement affichée dans l'étude préliminaire et dans l'avant-projet. Elle disparaît du dossier d'enquête publique, sans qu'il soit donné d'explication. Or nos associations au même titre que les élus considèrent qu'elle fait partie intégrante du projet dans la mesure où elle offre une double possibilité la phyto-épuration d'une part mais aussi la phyto-restauration

- par apport d'un affinage épuratoire supplémentaire vis-à-vis des polluants émergents,
- par réhabilitation d'une zone humide dégradée et salinisée
- par une meilleure gestion des remontées de sel en espaces verts urbains et singulièrement du golf.

La strate végétale en tant que milieu récepteur représente un riche écosystème, où algues microphytes, et racines de plantes recouvertes de leur manchon de mycorhizes sont capables de dégrader les molécules des chaînes carbonées (macro et micro polluants) pour les transformer en matière végétale. De plus l'exposition aux rayons ultra-violets permet de casser les molécules photosensibles. Enfin le lagunage en roselière sert d'indicateur d'une biodiversité restaurée, accueillant les oiseaux aquatiques (canards foulques grèbes flamants) qui y trouvent un réservoir de nourriture (algues, poissons, tritons, gammarès et autres crustacés...).

L'argument du recyclage des effluents en espace urbain est justifié par l'existence d'un réseau séparatif d'eau brute équipant le parcours du golf dont les besoins annuels en irrigation s'élèvent à 500.000 m³.

Les étangs du golf outre leur fonction paysagère jouent par ailleurs un rôle de lagunage. Ils sont tous reliés au réseau pluvial et à la canalette collectrice. Quant aux espaces verts de La Grande Motte eux aussi équipés d'un réseau séparatif d'eau brute, leurs besoins en irrigation sont du même ordre que celui du golf. Rappelons enfin que le volume d'effluents en pic estival correspond aux besoins d'irrigation de cette même saison.



Fig 7 Position de la STEP par rapport aux sites potentiels de valorisation des effluents

Enfin le Journal Officiel de la République Française du 31 août 2010 définit les conditions d'autorisation de recyclage des eaux de stations d'épuration y compris pour les espaces verts, forêts ouvertes au public, ainsi que les golfs (voir annexe 1).

La non prise en compte d'un affinage épuratoire par les plantes, et l'absence de perspective compensatoire de restauration de la biodiversité constituent une carence à laquelle il convient de remédier. Les estimations de coût de suivi du milieu récepteur sont irréalistes parce qu'insuffisamment précisées spatialement. Elles renvoient à un cahier des charges qui n'a pas été rédigé alors qu'il aurait dû être intégré au projet.

Conclusion

Nos associations prennent acte de la qualité technique du projet d'extension de la station d'épuration de La Grande Motte et de ses ouvrages annexes. Toutefois elles considèrent que le document soumis à enquête publique reste trop cantonné aux aspects de génie civil. La position de l'ouvrage dans un site littoral submersible, et sa finalité au regard des milieux aquatiques récepteurs qui l'environnent ne sont pas suffisamment prises en compte. Pour schématiser on fait un bel ouvrage pour se faire plaisir, sans aller jusqu'au bout de la logique écologique et économique. L'effort important de retraitement de l'eau usée s'évanouit en pure perte dans le canal du Rhône à Sète, sans pour autant alléger de façon suffisante la charge polluante déversée. Or le maître d'ouvrage est redevable d'une bonne et saine gestion de l'argent public. En conséquence nous demandons d'être auditionnés en réunion publique contradictoire pour faire valoir nos arguments.

Jean Pierre Chérifcheikh



Président de CAPNUBAM

Danièle Borneman



Présidente de l'ARP

Annexe 1

31 août 2010

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 34 sur 157

PARAMÈTRES	NIVEAU DE QUALITÉ SANITAIRE DES EAUX USÉES TRAITÉES			
	A	B	C	D
Matières en suspension (mg/l)	< 15	Conforme à la réglementation des rejets d'eaux usées traitées pour l'exutoire de la station hors période d'irrigation		
Demande chimique en oxygène (mg/l)	< 60			
Entérocoques fécaux (abattement en log)	≥ 4	≥ 3	≥ 2	≥ 2
Phages ARN F-spécifiques (abattement en log)	≥ 4	≥ 3	≥ 2	≥ 2
Spores de bactéries anaérobies sulfitoréductrices (abattement en log)	≥ 4	≥ 3	≥ 2	≥ 2
<i>Escherichia coli</i> (UFC/100 ml)	≤ 250	≤ 10 000	≤ 100 000	–

Les eaux usées traitées sont classées dans le niveau de qualité qui correspond au classement du paramètre le plus défavorable.

Pour les stations d'épuration dont la qualité des eaux usées traitées varie dans l'année, il convient de prendre en compte les résultats d'analyses relatives au dénombrement d'*Escherichia coli* précédant la campagne d'irrigation.

Les abattements sont mesurés entre l'eau entrant dans la station d'épuration et l'eau usée traitée sortant de la station d'épuration ou de la filière de traitement complémentaire, le cas échéant.

ANNEXE II

CONTRAINTES D'USAGE, DE DISTANCE ET DE TERRAIN

1. Contraintes d'usage

TYPE D'USAGE	NIVEAU DE QUALITÉ SANITAIRE DES EAUX USÉES TRAITÉES			
	A	B	C	D
Cultures maraîchères, fruitières et légumières non transformées par un traitement thermique industriel adapté	+	–	–	–
Cultures maraîchères, fruitières, légumières transformées par un traitement thermique industriel adapté	+	+	–	–
Pâturage	+	+(1)	–	–
Espaces verts et forêts ouverts au public (notamment golfs)	+(2)	–	–	–
Fleurs vendues coupées	+	+	–	–
Autres cultures florales	+	+	+(3)	–
Pépinières et arbustes	+	+	+(3)	–
Fourrage frais	+	+(1)	–	–
Autres cultures céréalières et fourragères	+	+	+(3)	–
Arboriculture fruitière	+	+	+(3)	–